

LU POUR VOUS !

SOURCE DE L'ARTICLE : MEDIAPART – LE BLOG DE CREDO



Retrouvez l'intégralité de cet article ci-dessous

Guerre police - gendarmerie autour de l'anti-terrorisme. Le GIGN au Bataclan ? Histoire d'un scoop faisandé

4 févr. 2016 | Par [CREDO](#)

- Mediapart.fr

A la faveur de l'interview par Le Parisien ce mercredi 4 février 2016 du directeur de la Gendarmerie, le général Denis Favier, on a eu la confirmation que « les gendarmes se sont sentis écartés de la lutte antiterroriste ». Le terme « les gendarmes » est trop vague pour que nous nous en contentions, surtout après la tentative de manipulation dont nous avons été l'objet le 1er décembre 2015.

Pressés durant plusieurs jours en décembre dernier de publier les informations que l'on nous servait « sur un plateau », nous trouvons légitime aujourd'hui de nous demander pour le compte de qui agissaient ceux qui ont essayé de nous faire prendre ces jours-là des vessies pour des lanternes (et, comme disait Pierre Dac, ça brûle). Pour l'Arme tout entière (mais alors au nom de qui ?), pour une poignée de leurs amis du GIGN ou pour leur propre compte ? Tout commence donc le **mardi 1^{er} décembre** dans l'après-midi. Un contact proche du Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GIGN) nous conte, outré, l'histoire qui va suivre par le menu. Mais, dès le départ, notre interlocuteur nous intrigue car il ferme la porte à toute vérification de notre part auprès des principaux intéressés, les hommes du GIGN eux-mêmes. « *Ils ont eu des consignes strictes : la fermer sous peine de renvoi immédiat ! Mais quelques – uns se sont tout de même ouverts de ce qu'ils avaient sur le cœur à des gens proches d'eux, comme moi. Et puis, ça commence à parler du côté des épouses de gendarmes* ». Or donc, selon notre source, un ancien militaire des « forces spéciales », **le 13 novembre au soir, le groupe d'alerte des gendarmes d'élite (15 hommes commandés par un officier, encadrés par plusieurs sous-officiers) a quitté Satory - leur base - pour Paris**. Selon notre homme, un des leurs les avait appelés pour leur signaler les premiers attentats - kamikazes au Grand Stade. Qui ? Impossible de le savoir. Toujours selon notre informateur, **en route vers Paris, les hommes du GIGN sont informés des fusillades aux terrasses de plusieurs restaurants, puis de la prise d'otages au Bataclan. Ils décident alors de changer d'itinéraire pour foncer vers le Bataclan**.

Le GIGN l'arme au pied

Connaissant la façon dont fonctionne ce groupe d'élite, nous tentons de savoir **sur l'ordre de qui** ils ont ainsi changé d'objectif ? Impossible en effet d'imaginer qu'ils l'aient fait de leur propre initiative. Pas de réponse. Là, toujours selon notre premier contact, **les gendarmes prennent contact - vers 22h10 - avec la première équipe de la BRI arrivée sur place, (selon notre homme, neuf policiers seulement)**. Les hommes du GIGN se mettent alors à leur disposition pour intervenir le plus rapidement possible et en nombre. Et notre informateur de nous expliquer : « *Dans le même temps, l'officier du GIGN a rendu compte à son autorité de tutelle, et s'est entendu répondre de rester l'arme au pied car le RAID prenait l'affaire en main* ». Et notre témoin (indirect mais selon lui renseigné à la meilleure source au GIGN) d'ajouter des détails graves : « *À chaque fois que l'officier du GIGN a sollicité l'ordre d'intervenir, il lui a été répondu la même chose. Il a appelé toutes les 5 minutes durant une heure (!), au bout de laquelle le RAID est enfin arrivé sur zone. Personne n'a bougé avant, alors qu'à l'intérieur du Bataclan par moments, des tirs retentissaient. Pas besoin de se demander ce qui s'y passait...* ». Dans ce scénario, deux accusés : le RAID, particulièrement long dans son déploiement. Ensuite, les autorités qui ne donnaient pas le feu vert au GIGN pour pénétrer dans la salle de spectacle, en compagnie des « 9 » premiers arrivés de la BRI. **Des accusations terribles car elles sous-entendaient que de nombreux spectateurs du concert rescapés de la fusillade auraient pu être secourus !** Les hommes de la BRI qui sont intervenus (pas leurs chefs

mais les flics de base), ceux de la Sécurité Publique (idem) déjà présents sur place, interrogés par nos soins, semblent ne pas avoir vécu la même chose. Même si, en effet, il semble que les éléments du RAID soient arrivés éparpillés.

Les "invisibles" du GIGN

D'abord, selon plusieurs témoignages de policiers de BAC (brigade anti criminalité) les tirs sur les spectateurs du Bataclan ont cessé dès lors que deux des leurs ont eu abattu un des trois terroristes, juste avant que la BRI n'entre dans la salle. Ensuite, selon certains des premiers intervenants de la BRI, ceux-ci étaient quinze (et non 9). Ils étaient sur place à 22h15 après avoir été prévenus vers 21h47. Puis une seconde vague de quinze les a rejoints. Mais surtout, aucun d'entre eux n'aperçoit le moindre gendarme du GIGN, pas plus que les pompiers et les gens du SAMU que nous avons interrogés. *« Ils ont dû trouver le moyen de se rendre invisibles, ironise un flic qui ajoute, on a appris plus tard qu'ils étaient prépositionnés à la caserne des Célestins »*. Mais surtout, selon ce flic, le dispositif de la BRI était assez nombreux (69 intervenants au final) et n'avait même pas besoin du RAID. *« D'ailleurs, quand nous avons pénétré la première fois au rez-de-chaussée du Bataclan, le RAID n'était pas là. Et nous n'avons eu besoin d'ordre de personne. Nous avons sécurisé la fosse et aidé des survivants à évacuer. Aucun tir ne retentissait plus, à tel point que nous avons même réellement imaginé que les terroristes avaient fui. Puis, nous sommes entrés une seconde fois, en compagnie des neuf premiers gars du RAID arrivés. Comme ils étaient là, nous les avons intégrés en les renvoyant au rez-de-chaussée que nous avons déjà visité. Le seul top intervention des autorités, nous l'avons réclamé au final, vers 0h20, pour l'assaut du couloir dans lequel s'étaient réfugiés les deux derniers assaillants, derrière une porte, avec des otages. Notre patron est ressorti, il est allé voir le Préfet qui lui a donné le feu vert sans même en référer à personne »*.

Intox sur commande ?

Après nous avoir livré son « scoop », le 1^{er} décembre autour d'un café, notre informateur nous conseille de prendre contact avec X, ancien officier du GIGN qui – lui aussi – a des informations et nous orientera vers une troisième source. Le 1^{er} décembre au soir, X confirme la présence de gendarmes du GIGN prêts à intervenir. Mais il ne précise ni où ils se trouvaient à ce moment-là, ni à partir de quelle heure. Et X de nous communiquer en effet les coordonnées d'un de ses potes, ancien lui aussi du Groupe d'intervention de la gendarmerie. Et là, le 2 décembre dans la journée, **les infos de ce dernier nous font tiquer. Normalement, elles devaient recouper celles de notre premier contact. On en est loin !** Cette dernière source nous apprend en effet que si le GIGN a été mis en branle, il est resté à la caserne de la Garde Républicaine dite des Célestins, boulevard Henri IV. En fait, ce troisième interlocuteur ne partage avec notre premier contact qu'une seule chose : le courroux scandalisé de constater que le GIGN n'a pas été sollicité *« alors qu'il était prêt, qu'il aurait pu sauver des gens »*. Premier malaise, premier questionnement pour nous. D'autant que **les trois personnes qui nous ont parlé nous pressent de vite sortir ces infos**. Pour sa part, le chef du GIGN, le colonel Hubert Bonneau, nous faisait savoir par sa cellule communication que 40 membres de son unité avaient bien été pré-positionnés à la Caserne des Célestins, le 13 au soir. Sur ordre de qui, il ne le précisera jamais. Quant au directeur général de la Police nationale, Jean Marc Falcone, sous l'autorité duquel est placé le RAID, il ne nous a jamais répondu à cette époque nous renvoyant à son service de presse. Lequel ne nous a jamais fourni les confirmations (ou infirmations) dont nous pouvions avoir besoin. Au risque, d'ailleurs, de plus ou moins accréditer la légende que l'on tentait de nous servir. Passée cette tentative d'intoxication, une seule question se pose aujourd'hui à nous, à la lueur de la polémique police-gendarmerie qui depuis n'a cessé d'enfler : pour qui ont agi nos trois contacts ? Pour eux et, dans leur esprit, pour la gendarmerie toute entière ; pour quelques déçus du GIGN ? **Notre premier informateur nous avait précisé : " « Quand il a été mis au courant de ces faits, X (auquel il nous avait renvoyé ndr) a même appelé Favier (le DGGN) qui lui a répondu que le soir du 13 il n'avait pu rien faire pour que le GIGN entre dans la danse... »**. Là aussi, info ou intox ?

Alain Hamon/ agence de presse CREDO